



Union Départementale des Syndicats

FORCE OUVRIERE

de Seine-Maritime

Immeuble Jules Ferry Rue Enseigne Renaud 76000 ROUEN

E-mail : udfo76@force-ouvriere.fr Télécopie : 02.35.70.86.65 Tél : 02.35.70.26.40

9 MAI 2019 : GREVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE ASSEMBLEES GENERALES POUR PREPARER LA GREVE

L'ensemble des fédérations de la Fonction publique appelle tous les agents à être en grève le 9 mai prochain pour dire **non au projet de loi de transformation de la fonction publique**. L'union départementale de Seine Maritime appelle les fonctionnaires et agents publics de l'Etat à faire grève et manifester.

Ce projet de loi constitue une offensive sans précédent contre le statut général des fonctionnaires, prépare de nouvelles et massives suppressions d'emplois et favorise l'abandon ou la privatisation de missions publiques.

Ce projet de loi prévoit :

- le recrutement de contractuels, y compris sur des emplois de titulaires,
- des contrats de mission et une précarité accrue,
- des ruptures conventionnelles, comme dans le privé,
- un dispositif de mobilité forcée (avec des détachements d'office vers d'autres administrations, statuts et entités de type «agences»),
- la généralisation de la rémunération individualisée (RIFSEEP) et à la «tête du client»,
- des plans de départ «volontaire» de fonctionnaires touchés par les restructurations,
- la suppression des Comités Techniques et des CHSCT,
- la suppression des CAP mutations et promotions alors que celles-ci ont toujours garanti une application équitable des règles.

Ce projet remet en cause le Statut général des fonctionnaires, l'égalité des droits des agents et des usagers ainsi que l'accessibilité aux services publics. Véritable application de la loi El Khomri et des ordonnances Macron dans la Fonction publique, c'est aussi « une boîte à outils » pour les restructurations massives en cours dans les ministères avec leurs milliers de suppressions d'emplois.

Force Ouvrière constate que le Président de la République a confirmé lors de sa conférence de presse les orientations mises en œuvre depuis le début du quinquennat, notamment en matière de retraites avec la mise en place d'une retraite par points et donc la fin des régimes spéciaux. Les objectifs de réduction de la dépense publique liés aux injonctions européennes n'ont pas changé. Les réformes engagées ont été maintenues pendant le « grand débat national » :

- Dans l'Education nationale, les mobilisations massives des enseignants les 19 et 30 mars, le 4 avril, avec les parents d'élèves, expriment le rejet de la politique gouvernementale et en particulier du projet de loi Blanquer pour une « école de la confiance ». Et la fusion des académies normandes est maintenue malgré la nomination d'une nouvelle rectrice suite à la mobilisation des personnels des rectorats avec les organisations syndicales.
- Les réorganisations prévues par exemple dans la loi santé en matière hospitalière ont conduit déjà à de nombreuses fermetures de services et maternités, et à la mise en place d'hôpitaux de proximité aux services restreints.

Dans ce contexte, les conclusions du « grand débat » n'ont pour unique objet que de chercher à imposer à marche forcée des reculs sociaux d'une gravité sans précédent. En refusant de répondre aux exigences formulées par les organisations syndicales de salariés, à certaines revendications sociales des Gilets jaunes..., l'exécutif s'enferme dans une dérive autoritaire. Alors que la population souhaite légitimement bénéficier de services publics de proximité, FO demande l'arrêt pur et simple des suppressions d'emplois.

Face à un gouvernement qui reste sourd aux revendications et qui poursuit la destruction du service public républicain, nous devons construire un rapport de force à même de le faire reculer !

L'union départementale FO de Seine Maritime appelle à réunir les AG pour décider la grève le 9 mai et discuter de ses suites.

Jeu

- RETRAIT du projet de loi de transformation de la fonction publique ;
- DEFENSE du Statut général de la Fonction publique et des statuts particuliers ;
- MAINTIEN des services publics, refus de toute mutualisation, externalisation, privatisation ;
- AUGMENTATION générale des salaires à travers l'augmentation du point d'indice d'au moins 16 % ;
- SUPPRESSION du jour de carence.

MANIFESTATIONS

ROUEN : 10h30 Cours Clémenceau LE HAVRE : 10h30 Franklin DIEPPE : 10h30 devant la mairie